

stocks de munitions classiques en surplus, créé en application de la résolution [72/55](#), s'était réuni pendant 10 jours ouvrables de moins que prévu, et rappelant que dans la résolution [74/65](#) elle avait demandé au Secrétaire général de lui rendre compte des travaux du Groupe une fois ceux-ci achevés, a décidé de prier le Secrétaire général de convoquer le Groupe d'experts gouvernementaux pendant 10 jours ouvrables au maximum en 2021 pour qu'il puisse achever ses travaux et a décidé également d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-seizième session, au titre de la question intitulée « Désarmement général et complet », la question subsidiaire intitulée « Problèmes découlant de l'accumulation de stocks de munitions classiques en surplus ».

3. Décisions adoptées sur la base des rapports de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission)

75/522. Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects

À sa 41^e séance plénière, le 10 décembre 2020, l'Assemblée générale a pris note du rapport de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission)⁶⁴.

75/523. Question de Gibraltar

À sa 41^e séance plénière, le 10 décembre 2020, sur la recommandation de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission)⁶⁵, l'Assemblée générale, rappelant sa décision 74/515 du 13 décembre 2019 :

a) a demandé instamment aux Gouvernements de l'Espagne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord d'apporter, dans le prolongement de la Déclaration de Bruxelles du 27 novembre 1984, une solution définitive à la question de Gibraltar, compte tenu de ses résolutions sur la question et des principes applicables et dans l'esprit de la Charte des Nations Unies, tout en tenant compte des intérêts et des aspirations de Gibraltar, qui étaient considérés comme légitimes au regard du droit international ;

b) a noté que le Royaume-Uni souhaitait conserver le Forum tripartite de dialogue ;

c) a noté que l'Espagne considérait que le Forum tripartite de dialogue n'existait plus et qu'il devait être remplacé par un nouveau mécanisme de coopération locale au sein duquel les habitants du Campo de Gibraltar et de Gibraltar étaient représentés ;

d) s'est félicitée des efforts déployés par toutes les parties pour résoudre les problèmes et avancer dans un esprit de confiance et de solidarité, en vue de trouver des solutions communes et de progresser sur les questions d'intérêt mutuel afin de parvenir à une relation fondée sur le dialogue et la coopération.

75/524. Projet de programme de travail et de calendrier de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) pour la soixante-seizième session de l'Assemblée générale

À sa 41^e séance plénière, le 10 décembre 2020, sur la recommandation de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission)⁶⁶, l'Assemblée générale a approuvé le projet de programme de travail et de calendrier de la Quatrième Commission pour sa soixante-seizième session, tel qu'il figurait dans le rapport de la Commission⁶⁷.

⁶⁴ [A/75/413](#).

⁶⁵ [A/75/420](#), par. 28.

⁶⁶ [A/75/422](#), par. 6.

⁶⁷ [A/75/422](#).